

<p><b>COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE</b></p> <p><b>DOMAINE : DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE</b></p> <p>Service : Direction du Développement Économique et de l'attractivité Réf. Word et PDF : 03-0 - Rapport conv. PLC-CCI.doc</p> <p><b>Bureau du : 22 juin 2017</b></p>	<p><b>03</b></p>	<p>Délibération <input checked="" type="checkbox"/></p> <p>Information <input type="checkbox"/></p>
------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**POLITIQUE LOCALE DU COMMERCE - CONVENTION PORTANT SUR LA REALISATION D'UN DIAGNOSTIC ACTIONS ENTRE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION SAUMUR VAL DE LOIRE ET LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MAINE-ET-LOIRE**

La loi NOTRe attribue une compétence nouvelle aux communautés de communes et d'agglomération ; « la politique locale du commerce et le soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ». Élément du bloc obligatoire de compétences relatives au développement économique, elle vise à renforcer l'approche intercommunale des problématiques commerciales.

Cette politique locale du commerce doit s'entendre comme la capacité d'organiser entre communautés et communes leurs interventions respectives (communautaires ou municipales), en application d'une stratégie intercommunale.

Cette stratégie, pour être définie, doit s'appuyer sur des éléments structurants du territoire. En premier lieu, le Schéma de Cohérence Territorial approuvé en mars 2017, qui donne des orientations stratégiques en termes d'aménagement commercial sur le territoire. Cependant, ce schéma nécessite d'être approfondi sur cet aspect. Dans un second temps, un diagnostic précis, aussi bien qualitatif que quantitatif, doit permettre d'appuyer la stratégie politique sur les besoins réels du territoire. Ainsi, le plan d'action qui en découlera sera bien adapté aux spécificités locales.

Afin de définir cette politique locale du commerce, des échanges ont eu lieu avec la Chambre de Commerce et d'Industrie et la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire. Il a été proposé à ce qu'un diagnostic/actions soit réalisé et confié à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine et Loire, considérant l'expérience, l'expertise de cette structure. Afin de formaliser ce partenariat, une convention a été établie, précisant la méthodologie de travail, le calendrier et le budget de cette étude :

### **1/ Méthodologie**

En trois phase de travail :

- 1 – La phase d'orientation, permettant d'établir un état des lieux, une analyse compilant les données déjà présentes et collectées
  - 1.1. Caractériser l'offre commerciale
  - 1.2. Analyser l'offre commerciale
  - 1.3. Identifier la perception de l'offre commerciale par les élus
  - 1.4. Définir les caractéristiques commerciales des communes et par bassin de vie
- 2 – Phase de définition des orientations : diagnostic, enjeux et préconisations
  - 2.1. Recenser les dispositifs ou actions d'accompagnement des entreprises sur le territoire
  - 2.2. Définir les caractéristiques du commerce de demain
  - 2.3. Recenser les obligations réglementaires liées au commerce
  - 2.4. Élaborer une stratégie d'intervention
- 3 – Phase d'élaboration d'un plan d'actions
  - 3.1. Rédaction de la stratégie d'intervention communautaire dans le cadre d'une charte d'aménagement et de développement commercial.
  - 3.2. Rédaction des fiches actions communautaires

### **2/ Calendrier**

L'étude débutera en septembre 2017 et s'organisera autour des phases suivantes :

- Orientation (état des lieux, analyse) : de septembre 2017 à janvier 2018
- Définition des orientations (diagnostic, enjeux et préconisations) : de janvier à mai 2018)
- Élaboration d'un plan d'actions ( de juin 2017 à septembre 2018)

Le temps de réalisation nécessaire à cette étude est d'environ un an.

### 3/ Budget

Le coût de réalisation de cette étude pour l'élaboration d'une politique locale du commerce s'élève à **28 925 € HT**.

Compte tenu de l'enjeu d'organisation du commerce sur le territoire et de la volonté de la CCI 49 d'accompagner la Communauté d'Agglomération dans cette démarche, **la part prise en charge par la CCI est de 7 975 € HT** (soit 27.5 % du coût de la prestation).

Le coût pour la collectivité sera de **20 950 euros HT**.

	Saumur Val de Loire	CCI
<b>1 – Phase d'orientation</b>	<b>15 890</b>	<b>5 060</b>
1.1 Caractéristiques du commerce		2 200
1.2 Difficultés et problématiques des commerçants	8 630	1 045
1.3 Perception des élus	4 180	1 045
1.4 Caractéristiques commerciales des communes	3 080	770
<b>2 - Phase définition des orientations : enjeux et préconisations</b>	<b>2 200</b>	<b>2 200</b>
2.1 Identification des dispositifs existants et benchmark offre commerciale		2 200
2.2 Application des obligations réglementaires au territoire	550	
2.3 Animation groupes de travail élus	1 650	
<b>3 - Phase plan d'actions</b>	<b>2 860</b>	<b>715</b>
3.1 Rédaction de la stratégie d'intervention : charte d'aménagement et d'une charte de développement commercial	2 200	550
3.2 Rédaction des fiches actions	660	165
<b>TOTAL en € HT</b>	<b>20 950</b>	<b>7 975</b>

Aussi,

Vu les articles L.5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, selon lesquels les dispositions relatives d'une part au fonctionnement du conseil municipal, d'autre part au maire et aux adjoints sont applicables au fonctionnement de l'organe délibérant, ainsi qu'au président et aux membres de l'organe délibérant des établissements publics de coopération intercommunale,

Vu l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, aux termes duquel le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant,

Vu l'arrêté préfectoral n° DRCL/BSFL/2016-179 en date du 16 décembre 2016 portant fusion de la Communauté d'Agglomération du Saumurois, de la communauté de communes Loire-Longué et de la communauté de communes du Gennois avec extension aux communes de Doué-en-Anjou, Les Ulmes, Denezé-sous-Doué, Louresse-Rochemenier,

Vu la délibération n° 2017/013 DC du 2 février 2017 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant délégation au Bureau d'une partie de ses attributions,

Vu la délibération n° 2017/016 DC du 2 février 2017 du Conseil de la Communauté d'Agglomération Saumur Val de Loire, portant la détermination de l'intérêt communautaire des compétences de la collectivité et notamment en matière de développement économique dans le cadre des conditions prévues à l'article L. 4251-17 du CGCT,

Vu l'avis favorable du groupe de travail gestion des zones, emploi, formation et équestre du 8 juin 2017,

Considérant la lettre de mission adressée par Jean-Michel MARCHAND à M. Patrice VÉRITÉ, conseiller communautaire en charge de la politique locale du commerce, sur la définition d'une politique locale du commerce au niveau de la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire,

Considérant les échanges intervenus avec la Chambre de Commerce et d'Industrie afin de pouvoir mettre en place un partenariat.

Considérant la proposition d'un diagnostic/actions réalisé par le Chambre de Commerce et d'Industrie, dans le cadre d'une convention de partenariat à établir avec la communauté d'agglomération Saumur Val de Loire.

Considérant la proposition de diagnostic actions établi selon les modalités suivantes :

### **1/ Méthodologie**

En trois phase de travail :

1 – La phase d'orientation, permettant d'établir un état des lieux, une analyse compilant les données déjà présentes et collectées

- 1.1. Caractériser l'offre commerciale
- 1.2. Analyser l'offre commerciale
- 1.3. Identifier la perception de l'offre commerciale par les élus
- 1.4. Définir les caractéristiques commerciales des communes et par bassin de vie

2 – Phase de définition des orientations : diagnostic, enjeux et préconisations

- 2.1. Recenser les dispositifs ou actions d'accompagnement des entreprises sur le territoire
- 2.2. Définir les caractéristiques du commerce de demain
- 2.3. Recenser les obligations réglementaires liées au commerce
- 2.4. Élaborer une stratégie d'intervention

3 – Phase d'élaboration d'un plan d'actions

- 3.1. Rédaction de la stratégie d'intervention communautaire dans le cadre d'une charte d'aménagement et de développement commercial.
- 3.2. Rédaction des fiches actions communautaires

### **2/ Calendrier**

L'étude débutera en septembre 2017 et s'organisera autour des phases suivantes :

- Orientation (état des lieux, analyse) : de septembre 2017 à janvier 2018
- Définition des orientations (diagnostic, enjeux et préconisations) : de janvier à mai 2018)
- Élaboration d'un plan d'actions (de juin 2017 à septembre 2018)

Le temps de réalisation nécessaire à cette étude est d'environ un an.

### **3/ Budget**

Le coût de réalisation de l'étude pour l'élaboration d'une politique locale du commerce s'élève à **28 925 € HT**.

Compte tenu de l'enjeu d'organisation du commerce sur le territoire et de la volonté de la CCI 49 d'accompagner la Communauté d'Agglomération dans cette démarche, **la part prise en charge par la CCI est de 7 975 € HT** (soit 27.5 % du coût de la prestation).

Le coût pour la collectivité sera de **20 950 euros HT**.

Le bureau communautaire, après en avoir délibéré, décide :

- **D'APPROUVER** la convention portant sur la réalisation d'un diagnostic actions entre la Communauté d'agglomération Saumur Val de Loire et la Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine-et-Loire, sous réserve de l'inscription des crédits budgétaires nécessaires en décision modificative courant 2017.

- **D'AUTORISER** le président, ou son représentant, à signer la dite convention à intervenir et tous autres documents subséquents.

La Directrice du Développement  
Économique et de l'Attractivité



Sandrine BOISDÉ

Le Conseiller délégué chargé de la revitalisation des  
centre- bourgs et de la mission locale



Patrice VERITE